

[Texte]

obviously in assessing your level of premium you have to assess the business environment the institutions operate in.

The 0.75%: to what extent did you take account of the fact that we would be bringing in substantially stronger inspection legislation and regulation on self-dealing and on these types of transactions? In other words, why are we not led back to the historical 0.2%, 0.3% levels if we eliminate these characters who have been preying on the market?

Mr. Brown: I think the world has turned out to be a lot more volatile and a lot riskier than most people envisaged in 1967. Even if you do have a solid set of rules, rules in self-dealing, etc., and strong regulators, there are just a lot more risks out there. We are trying to recognize that in a higher level of funds.

Mr. McCrossan: Did you try to calculate the effect of the 10% co-insurance? It obviously also affects the size of the fund that is needed.

Mr. Brown: The premium is based on the insured deposits, not total deposits.

Mr. Wyman: In the United States, remember, the premium is based on total deposits, including foreign deposits, not just insured deposits—I am sorry, total domestic deposits.

Mr. Brown: There is a proposal in the U.S. to extend it to all deposits, including foreign and off-balance-sheet items.

Mr. de Jong: Did you consider that?

Mr. Brown: We considered that.

Mr. Wyman: And rejected it.

Mr. de Jong: It might sound surprising, coming from a socialist, but there is an up-side to what I think Mr. Attewell and certainly Mr. Lanthier were talking about: having the responsibility for the insurance rest with the financial institutions. I recognize the arguments against it. The major one is that the major financial institutions would just crowd out the smaller ones and it would create a barrier for people getting into the field. But the up-side is that first of all you have people within the industry who are street-smart; who know all the different techniques as they develop. The regulator can only know about it second-hand, or when problems develop. He cannot be on the street all the time, because that is essentially not his place. So he is by nature in a reactive situation.

The other argument for having more self-regulation—and we have heard it from Mr. Hammond—is that the times when inspectors go into banking institutions... the type of right-wing rhetoric that gets thrown at them: you are bureaucrats; you do not know what you are doing; this is government interference; get out of our lives; you are impeding the growth of entrepreneurialship and private enterprise; and all of that

[Traduction]

à la direction qui s'approprie les avoirs. Alors évidemment, en évaluant le niveau de la prime, vous avez dû évaluer le milieu des affaires entourant les institutions.

En ce qui a trait au 0,75 p. 100, dans quelle mesure avez-vous tenu compte du fait que nous adopterions des lois et des règlements beaucoup plus sévères portant sur les inspections, les transactions intéressées et sur les autres transactions du genre? En d'autres mots, pourquoi ne revenons-nous pas aux niveaux historiques de 0,2 p. 100 et 0,3 p. 100 en éliminant les gens qui abusent du marché?

M. Brown: Je crois que le marché est devenu plus volatile et qu'il comporte beaucoup plus de risques que la plupart des gens n'envisageaient en 1967. Même si vous avez de très bons règlements, des règlements applicables aux transactions intéressées, etc., et des contrôleurs très efficaces, il n'en reste pas moins qu'il y a beaucoup plus de risques. Voilà ce dont nous essayons de tenir compte dans l'établissement d'un niveau plus élevé pour le fonds.

M. McCrossan: Avez-vous essayé de calculer l'effet qu'aurait la co-assurance de 10 p. 100? De toute évidence, cela affecte la taille du fonds à établir.

M. Brown: La prime est basée sur les dépôts assurés, et non sur le total des dépôts.

M. Wyman: Aux États-Unis, la prime est basée sur le total des dépôts, y compris les dépôts de l'étranger, et non seulement sur les dépôts assurés—je regrette, sur le total des dépôts nationaux.

M. Brown: Il y a une proposition aux États-Unis dans le but d'étendre ce taux à tous les dépôts, y compris aux dépôts de l'étranger ainsi qu'aux postes qui n'apparaissent pas au bilan.

M. de Jong: Avez-vous pris ce facteur en considération?

M. Brown: Nous l'avons considéré.

M. Wyman: Et nous l'avons rejeté.

M. de Jong: Cela peut paraître surprenant venant d'un socialiste, mais je crois qu'il y a un côté favorable à ce que je crois que M. Attewell disait et certainement à ce que M. Lanthier disait: que la responsabilité de l'assurance incombe aux institutions financières. Je suis conscient des arguments contre cette solution. Le principal étant que les institutions financières les plus importantes élimineraient les plus petites et cela créerait des difficultés à ceux qui voudraient se lancer dans le domaine. Mais l'un des facteurs positifs est qu'il y a des gens au sein de l'industrie qui ont l'«intelligence de la rue», qui apprennent les techniques nouvelles au fur et à mesure de leur apparition. Le contrôleur ne peut les apprendre qu'indirectement ou lorsque les problèmes apparaissent. Il ne peut pas être toujours dans la rue, car ce n'est pas sa place. Alors, il est, de par la nature des choses, dans une situation de réaction.

L'autre argument en faveur de l'autoréglementation—et c'est M. Hammond qui nous en a fait part—est le suivant: lorsque les inspecteurs vont dans les institutions bancaires, ils sont soumis à une rhétorique de droite. Vous n'êtes que des bureaucrates; vous ne savez pas ce que vous faites: c'est de l'ingérence gouvernementale; fichez-nous la paix, vous nuisez à la progression de l'esprit d'entreprise et de l'entreprise privée